



Groupe de Travail Climat REDD Renoué

GTCRR

COORDINATION NATIONALE



N/Réf : 026/CN-GTCTT/GKB/09/2025

Kinshasa, le 19 septembre 2025



Transmis copie pour information à :

- Monsieur le Secrétaire Général de l'Environnement et Développement Durable ;
- Madame la Directrice Nationale du PGDF
- Monsieur le Secrétaire Exécutif du FOANAREDD.

(Tous) à Kinshasa

A Son Excellence Madame la Ministre de l'Environnement et Développement Durable
2895, Boulevard du Palais de la Nation
Kinshasa / Gombe

Excellence Madame la Ministre,

Concerne : Transmission de la note critique sur l'ébauche de la Politique Forestière Nationale (PFN – mars 2025)

Faisant suite à l'examen de l'ébauche de la Politique Forestière Nationale (PFN), version de mars 2025, j'ai l'honneur de vous transmettre, en annexe, une note critique élaborée à partir de l'analyse technique et des consultations menées.

Cette note met en évidence :

- Les faiblesses constatées : données obsolètes, plan de financement insuffisant, gouvernance institutionnelle peu opérationnelle, inclusion sociale limitée.
- Deux lacunes majeures :
 1. L'absence d'un axe stratégique sur le bois-énergie, alors que cette filière constitue la principale source d'énergie nationale et l'un des premiers moteurs de déforestation.
 2. La faible intégration de la nouvelle économie du climat (marché carbone, financements verts, transition énergétique et juste), pourtant essentielle pour positionner la RDC comme pays-solution et mobiliser des ressources financières.
 3. Non prise en compte des différentes parties prenantes

La note propose des pistes d'amélioration, notamment :

- La création d'un axe spécifique sur le bois-énergie (foyers améliorés, plantations énergétiques, alternatives).
- L'élaboration d'une stratégie carbone nationale et l'intégration de mécanismes innovants de financement climat.
- Le renforcement de la gouvernance, de l'inclusion sociale (genre et savoirs endogènes) et de la communication environnementale.

Excellence Madame la Ministre, la prise en compte de ces recommandations permettra de renforcer la cohérence, la pertinence et l'efficacité de la Politique Forestière Nationale, et d'assurer son alignement avec les priorités nationales et internationales en matière de gestion durable des forêts, de climat et d'énergie.

Veuillez agréer, Excellence Madame la Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le Coordonnateur National





Groupe de Travail Climat REDD Rénové

GTCCR

COORDINATION NATIONALE

NOTE CRITIQUE SUR L'ÉBAUCHE DE LA POLITIQUE FORESTIÈRE NATIONALE (PFN) – MARS 2025

1. Introduction

La présente note critique est élaborée dans le but d'apporter un regard analytique sur l'ébauche de la Politique Forestière Nationale (PFN) de la République Démocratique du Congo (version mars 2025). Elle vise à mettre en évidence les limites ainsi que des pistes d'amélioration pour renforcer sa pertinence, sa cohérence et son applicabilité. Il s'agit :

- Actualisation des données insuffisante : Plusieurs statistiques et références (2009, 2012, 2018) sont obsolètes.
- Dimension économique sous-développée : Faible analyse coût-bénéfice et absence d'un plan clair de financement durable.
- Gouvernance institutionnelle peu opérationnelle : Fragmentation persistante entre niveaux central, provincial et local sans organigramme précis.
- Inclusion sociale partielle : Genre et savoirs endogènes mentionnés, mais sans stratégie concrète et chiffrée, société civile
- Questions émergentes peu approfondies : Tourbières, carbone, transition énergétique et innovations forestières traitées de manière générale.
- Communication limitée : Pas de stratégie nationale structurée de sensibilisation et de plaidoyer.
- Non prise en compte de la nouvelle économie du climat
- Non prisé en compte de la question du bois énergie, deuxième moteur de déforestation en RDC

2. Recommandations et pistes d'amélioration

2.1. Données et références

- Intégrer des données récentes (FAO, OFAC, Global Forest Watch, CIFOR, 2020–2025).
- Développer des projections chiffrées à l'horizon 2030–2035 (emplois, recettes fiscales, crédits carbone, besoins en foyers améliorés).

2.2. Dimension économique et financement

- Définir un plan de financement clair : budget État, partenaires techniques, crédits carbone, partenariats public-privé.
- Introduire une analyse coût-bénéfice des scénarios (exploitation durable vs déforestation non contrôlée).

- Créer des incitations fiscales pour la transformation locale du bois et la lutte contre le bois illégal.

2.3. Gouvernance et institutions

- Clarifier les rôles du MEDD, des provinces, ETD, ICCN, communautés locales.
- Proposer un organigramme institutionnel de gouvernance forestière.
- Mettre en place un mécanisme de suivi-évaluation multi-acteurs avec des indicateurs mesurables et périodiques.
- Renforcer la lutte contre la criminalité forestière et les écocides via une réforme légale.

2.4. Inclusion sociale et savoirs endogènes

- Élaborer un plan d'action genre pour la foresterie (accès aux financements, participation aux CLD/CFCL, leadership féminin).
- Reconnaître juridiquement et valoriser les savoirs endogènes dans les politiques publiques.
- Promouvoir les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) au bénéfice direct des communautés locales.

2.5. Innovations et questions émergentes

- Définir une stratégie nationale sur les tourbières et zones humides (cartographie, protection légale, financement).
- Valoriser le marché carbone avec un cadre réglementaire clair (taxe carbone, certification, standards internationaux).
- Encourager la transition énergétique : charbon vert, foyers améliorés, alternatives au bois-énergie.

2.6. Communication et plaidoyer

- Élaborer une stratégie nationale de communication environnementale (radio communautaire, médias digitaux, campagnes scolaires).
- Mettre en place des campagnes nationales de sensibilisation sur la valeur des forêts et les alternatives durables.

3. Conclusion

L'ébauche de la Politique Forestière Nationale constitue une avancée majeure pour la gestion durable des ressources forestières de la RDC. Toutefois, pour en faire un véritable outil stratégique, il est indispensable d'actualiser les données, de préciser le plan de financement, de renforcer la gouvernance institutionnelle et d'intégrer davantage les dimensions sociales et innovantes. La mise en œuvre des recommandations ci-dessus permettra de doter la RDC d'une politique forestière cohérente, inclusive et alignée sur les défis environnementaux et climatiques actuels.

